



Ville de Fronton

Arrêté Municipal
Permanent n°PM1/2022
Stationnement
Rue des Bourdisquettes

Le Maire de FRONTON,

Vu la loi 2205-102 du 11 Février 2005 pour l'égalité des droits des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2131-1 ; L2131-2 ; L2212-1 ; L2212-2 ; L2212-5 ; L2213-1 ; L2213-2 ; L2213-4

Vu le Code de la route et notamment les articles L 411-1 à L411-7, R110-1 et suivants, R 411-5, R 411- 8, R411-25 à R411-28 ;

Vu le code Pénal, notamment l'article R610-5 ;

Vu le Code de la Sécurité Intérieure, notamment l'article L511-1 ;

Vu l'Arrêté interministériel du 24 Novembre 1967, modifié relatif à la signature des routes et autoroutes ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – huitième partie – signalisation temporaire approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifiée et complétée ;

Vu le Code Général de la Propriété de la Personne Publique, notamment l'article L 3111-1 ;

Vu l'Arrêté Municipal de modification des limites d'agglomération sur les voies Départementales et Communales en date du 9 Juin 2011 ;

Vu la demande de la Communauté de Communes du Frontonnais en date du 15 Décembre 2021 ;

Considérant que la réglementation de l'arrêt et du stationnement répond à une nécessité public et d'intérêt général ;

Considérant que le stationnement anarchique et abusif des véhicules sur la voie publique compromet la sécurité et la commodité de la circulation Rue des Bourdisquettes, et que devant l'augmentation sans cesse croissante du parc automobile, la réglementation des conditions d'occupation des voies répond à une nécessité d'ordre public ;

Considérant qu'il y a lieu de garantir la sécurité des usagers sur la voie publique et de veiller au bon ordre public par la création d'un nouveau parc de stationnement gratuit ;

ARRETE

ARTICLE 1

Des emplacements de stationnement du n°6 au n°26 de la Rue des Bourdisquettes sont créés sur la commune de Fronton.

Ceux-ci sont soumis aux dispositions du Code de la Route.

ARTICLE 2

Des emplacements de stationnement sont créés, bilatéralement, au n°32 (à droite de la chaussée), du n°11 au n°13 (à gauche de la chaussée) et du n°44 au n°46 (à droite de la chaussée).

Ceux-ci sont soumis aux dispositions du Code de la Route.

ARTICLE 3

Les infractions aux dispositions du présent arrêté, seront constatées et poursuivies conformément aux Lois et Règlements en vigueur.

ARTICLE 4

Tous véhicules dont la circulation ou le stationnement en infraction aux dispositions du Code de la Route ou aux règles de police qui compromettent la sécurité, la tranquillité ou l'hygiène publique, la conservation ou l'utilisation normales des voies ouvertes à la circulation publique et de leurs dépendances, peuvent à la demande et sous la responsabilité du Chef de Service de la Police municipale, même sans l'accord du propriétaire du véhicule, dans les cas et les conditions précisées par le Décret prévu aux articles L325-3 et I325-11 du Code de la Route, être mis en fourrière.

Tous véhicules laissés en stationnement en un même point de la voie publique ou de ses dépendances pendant une durée excédant sept jours consécutifs, seront mis en fourrière.

ARTICLE 5

Conformément à l'article R411-25 du Code de la Route, ces dispositions entreront en vigueur dès la mise en place de la signalisation.

La mise en place de la signalisation sera effectuée par la Communauté de Communes du Frontonnais.

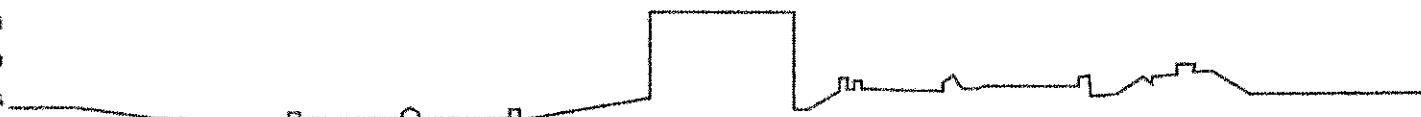
ARTICLE 6

Le Chef de Service de la Police Municipale de Fronton et le Commandant de la Communauté de Brigade de Fronton sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le commandant de la Brigade de Gendarmerie de Fronton.
Monsieur le commandant des Sapeurs-Pompiers de Fronton.
Services Techniques de la Ville de Fronton.
Communauté de Communes du Frontonnais.
Service de Police Municipale de Fronton.

0
1
2
3
4
5
6
7
8
9
10
11
12
13
14
15
16
17
18
19
20
21
22
23
24
25
26
27
28
29
30
31
32
33
34
35
36
37
38
39
40
41
42
43
44
45
46
47
48
49
50
51
52
53
54
55
56
57
58
59
60
61
62
63
64
65
66
67
68
69
70
71
72
73
74
75
76
77
78
79
80
81
82
83
84
85
86
87
88
89
90
91
92
93
94
95
96
97
98
99
100



ARTICLE 8

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois, à compter de sa publication.

Fronton, le 05 Janvier 2022

Le Maire


Hugo CAVAGNAC

